

LES
RENCONTRES
DE L'ÉCOLOGIE
POLITIQUE



Changer de voie ! Changeons de vie !

Nos vies à toutes et tous ont été chamboulées par la pandémie de Covid-19. Pour l'écologie politique, cette crise sanitaire vient éclairer ou renforcer d'autres crises auxquelles notre humanité se trouve malheureusement confrontée.

Ce sont toutes ces crises qui nous ont donné envie de créer un **évènement hors du commun, qui rassemble de très nombreux penseurs de l'écologie politique.**

Quelques jours avant la mi-mars, nous avons décidé de reporter ces Rencontres de l'écologie politique. Un coup dur, car ces Rencontres étaient le fruit d'un travail de plusieurs mois, mais pas suffisant pour nous décourager.

Les **23, 24 et 25 octobre**, nous remettons donc le couvert, avec une participation physique limitée par les règles sanitaires en vigueur mais une **diffusion vidéo de haute qualité** qui permettra à un grand nombre de personnes de bénéficier des conférences, débats et séminaires de ces trois journées exceptionnelles. En vous connectant au site rep.etopia.be, vous aurez l'occasion de voir en live ou en différé nos grandes conférences et séminaires avec des panels d'intellectuel.le.s et de militant.e.s d'envergure : **Edgar Morin, Isabelle Stengers, Dominique Bourg, Lucienne Strivay, Hervé Kempf, Nastassja Martin, Mohammed Taleb, Matthieu Auzanneau (The Shift Project), Catherine Larrère, Raphaël Stevens, Justine Lacroix, Eloi Laurent** etc... et petite surprise que nous vous réservons : Tuuli Hirvilampi, une économiste finlandaise en passe de renouveler notre vision de la post-croissance ! (lire en p.2 & 3)

Profitez-en ! Bienvenue à chacune et chacun pour un grand rafraîchissement de nos imaginaires. Une opportunité bien utile sachant combien le fameux « monde de l'après » aura grand besoin que nos convictions se débattent !

Les modalités de participation aux discussions seront mises à jour sur notre site mais notez donc bien dans vos agendas le rendez-vous des 23, 24, 25 octobre, en journée et en soirée ! ●

Delphine Masset, Christophe Derenne
et **Patrick Dupriez (Etopia)**



Tuuli Hirvilammi :

« Les Etats-providence doivent se débarrasser de leur dépendance à la croissance »

Tuuli Hirvilammi est chercheuse en sciences sociales à l'université de Tampere, en Finlande, et élue écologiste à Porvoo. Venue de l'activisme, elle s'intéresse à l'économie écologique, aux politiques sociales durables et à la manière dont les Etats-providence peuvent s'affranchir du dogme de la croissance, dans un monde où il n'est plus possible d'ignorer le réchauffement climatique et les limites des ressources planétaires. Entretien.



Comment en êtes-vous venue à vous intéresser à la manière dont les Etats pourraient construire un nouveau modèle politique, qui permettrait à la fois d'augmenter le bien-être des populations et de respecter les écosystèmes ?

— Lors de mes études en sciences sociales, je me suis spécialisée dans l'étude des Etats-providence et des politiques publiques. J'avais une expérience dans l'activisme environnemental, notamment au sein des Amis de la Terre. J'ai rapidement constaté que les questions écologiques étaient quasiment absentes des réflexions. Lorsqu'on évoquait le problème du dérèglement climatique, on sentait beaucoup de résistance, comme si la question n'avait pas sa place dans nos recherches. Heureusement, ces dernières années, la situation s'est améliorée. Aujourd'hui, plus personne ne se demande pourquoi il faut intégrer les questions environnementales à nos travaux ; il s'agit plutôt de trouver comment le faire.

Un axe important de votre travail consiste à trouver un moyen, pour les Etats-providence, de s'affranchir du dogme de la croissance. Pourquoi est-ce important ?

— L'Etat-providence continue à être un modèle important en Europe. Nous disposons grâce à lui d'institutions publiques dans les domaines de l'éducation ou de la santé, par exemple. Mais ce modèle est intrinsèquement lié à l'idée de croissance économique, perçue comme une condition nécessaire pour parvenir au plein emploi et prélever des taxes permettant de partager la richesse et de financer ces investissements publics. Nous sommes coincés dans ce système, car il y a la crainte, du côté des acteurs politiques et même des citoyens, qu'un arrêt de la croissance entraîne un retour en arrière, un appauvrissement généralisé. Or, on voit bien que cette idée de croissance à tout prix est intenable, non seulement parce qu'elle mène à une surexploitation des ressources planétaires, mais aussi parce qu'elle ne tient pas vraiment la promesse d'une redistribution équitable des richesses. Nous pouvons donc faire ce constat : si nous continuons à construire l'Etat-providence sur la croissance économique, nous n'allons pas pouvoir continuer à augmenter le bien-être des populations.

« Une économie qui n'est plus basé sur la croissance est régénérative, elle fonctionne à l'intérieur des limites de la planète et crée une redistribution des richesses »

Votre proposition, c'est de revisiter un concept qui n'est pas nouveau, celui de cercle vertueux, en y intégrant la prise en compte du paramètre environnemental.

— Oui, je propose de revisiter l'idée politique de cercle vertueux. Car elle a eu une énorme influence, en contribuant à justifier des mesures telles que l'assurance chômage ou les congés maladie. En un mot, elle a permis le développement des États-providence

financés par l'impôt. Qu'est-ce que le cercle vertueux ? C'est l'idée qu'il y a une interdépendance des politiques sociales et économiques, un renforcement positif, qui fait que les mesures de politique sociale ne sont pas en contradiction avec l'économie. Même si elle a été mise à mal par le néo-libéralisme, cette idée a eu un tel poids politique qu'il est intéressant de la déconstruire et de la réadapter à un nouveau contexte. Il faut à présent intégrer les questions de durabilité écologique et de limites planétaires au concept de cercle vertueux.

Ce que vous suggérez, c'est de conserver cette idée de cercle vertueux mais en la débarrassant de la croyance en une spirale ascendante positive entre croissance économique et protection sociale.

– Oui, on conserve ainsi cette idée d'une intégration entre économie et social. Sauf que l'économie n'est plus basée sur la croissance. Elle est régénérative, elle fonctionne à l'intérieur des limites de la planète et crée une redistribution des richesses. Elle est bénéfique à l'homme mais aussi à la planète. Dans le cercle vertueux classique, les politiques publiques se concentraient sur un but : l'amélioration du niveau de vie, la sortie de la pauvreté. Il faut à présent trouver une nouvelle direction. Le but global de la politique sociale et de l'Etat-providence ne devrait plus être l'amélioration du niveau de vie, mais le bien-être durable.

Vous parlez d'un « cercle vertueux du bien-être durable ». Qu'est-ce que c'est ?

– C'est une manière de reconnaître que le bien-être de l'être humain dépend des écosystèmes. En d'autres mots, que le bien-être ne peut augmenter si les écosystèmes sont détériorés. Pour assurer le bien-être durable, nous devons réfléchir différemment à nos besoins. Il faut abandonner la production et la consommation de masse, et plutôt viser à produire en suffisance, en fonction des besoins élémentaires nécessaires au bien-être de chacun, et dans les limites biophysiques de la planète. Des chercheurs en environnement ont proposé plusieurs limites pour que les ressources naturelles ne soient utilisées qu'à un niveau où elles peuvent se régénérer, par exemple un quota de 7 tonnes de CO₂ par tête par an ou encore un modèle pour mener « une vie à 1,5°C » (en référence à la limite sous laquelle il faudrait maintenir le réchauffement planétaire). Le futur Etat-providence devrait intégrer ces limites et encourager ces nouveaux modes de vie.

Tout cela passe aussi par une redéfinition de la notion même de bien-être...

– Le problème avec la « vieille idée » du cercle vertueux, c'est qu'elle repose sur une conception matérielle du bien-être. Avec ma collègue Tuula Helne, nous avons élaboré une autre définition du bien-être, basée sur plusieurs dimensions : avoir (de quoi subvenir à ses besoins de base), faire (des activités porteuses de sens), aimer (les relations affectives) et être (réaliser son potentiel, avoir une bonne santé mentale). Il reviendrait au futur Etat-providence de soutenir ce bien-être multidimensionnel. S'il y parvient, la demande de prestations et de services financés par l'Etat pourrait même décroître. Et on pourrait en même temps atteindre la durabilité écologique.

Avez-vous l'impression que certaines initiatives institutionnelles et publiques avancent dans cette direction ?

– Les discussions les plus récentes de l'OCDE sur l'économie du bien-être, et le Pacte vert européen ont encouragé le retour de l'idée de cercle vertueux, ce qui remet en cause le dogme néolibéral. Même si ces propositions vont dans la bonne direction, elles restent dépendantes de l'idée que la croissance est nécessaire pour assurer le bien-être. Le Pacte vert européen reconnaît ainsi le problème du dérèglement climatique, la nécessité de l'atténuer, mais la croissance économique est toujours centrale dans la réflexion.

Le défi d'une telle refonte du système politique est non seulement structurel, mais aussi idéologique, dites-vous.

Oui, les changements structurels sont certainement les plus difficiles à mettre en place, mais il ne faut pas négliger la dimension des idées. Avec cette question : comment influencent-elles l'action ? Pour moi, les idées sont importantes, surtout dans les politiques publiques, car elles conditionnent la manière dont nous allons réfléchir. Si nous disons que la décroissance va abaisser le niveau de bien-être, qu'elle va nous conduire vers un Etat-providence au rabais, où il y a plus de chômage et de pauvreté, nous n'offrons aucune perspective désirable pour le futur. Il faut donc créer une nouvelle idée politique qui montre que le bien-être peut augmenter dans le contexte d'une économie durable, que c'est possible. Et espérer qu'elle pourra inspirer des actions radicales. J'espère que le concept de cercle vertueux du bien-être durable puisse fonctionner à la manière d'une feuille de route et fournir un dispositif narratif convaincant et séduisant pour l'Etat-providence au-delà de la croissance. ●

Propos recueillis par Amélie Mouton

En pratique

Les REP, ce sont trois jours de colloque, rencontres participatives, nano-conférences, mais aussi de nombreux invités (l'anthropologue Nastassja Martin, les philosophes Catherine Larrère, Isabelle Stengers, Mohamed Taleb, Dominique Bourg...) en vision différée, *streaming* et *podcast*.

En fonction de l'évolution de la réglementation sanitaire, un nombre réduit de places pourra éventuellement se libérer.

Si vous souhaitez vous inscrire sur notre liste d'attente (pour le présentiel), ou si vous souhaitez simplement être tenu au courant de l'évènement web, rendez-vous à l'adresse suivante : www.rep.etopia.be

Vous pourrez cocher la formule souhaitée. Dans tous les cas, les vidéos de l'évènement seront disponibles sur le site des Rencontres de l'écologie politique.

Les REP s'articulent autour de trois axes :

- **(Co)habiter la Terre autrement.** Cet axe nous invite à explorer, dans l'histoire, dans la pensée et dans le monde, les nombreuses façons dont nous pourrions incarner "la pensée écologique" et vivre la Terre différemment.
- **Devenir résilient.** Nos territoires ne sont pas prêts pour la descente énergétique, ni pour les chocs en matière de climat et de biodiversité que nous sommes en train de connaître. Il s'agit d'imaginer des trajectoires qui permettraient d'accompagner la résilience écologique et sociale de nos sociétés, à l'heure de l'urgence environnementale, d'une future accélération de la finitude des ressources, et donc, de futures dé-croissances.
- **Réinventer la démocratie.** L'urgence écologique en appelle à une transformation de notre manière de faire de la politique et plus précisément, pour les écologistes que nous sommes, à réinventer la démocratie.

Infos

www.rep.etopia.be,
christophe.nullens@etopia.be
delphine.masset@etopia.be

Pour aller plus loin

« Que le Covid ne nous empêche pas de penser, voire, mieux, qu'il nous aide à comprendre et inventer le monde dans lequel nous vivons et celui que nous préférons... ». Dans sa revue n°14 (« Pour réinventer le XXI^e siècle », 262 p.) et dans sa dernière édition (n°15, « Le virus du changement », 286 p.) qui réunit des contributions et des interviews de nombreux intellectuel. le.s (philosophe, économiste, agronome, juriste...), Etopia vous propose d'approfondir la réflexion, avant et après ces Rencontres d'octobre.

Disponible en accès libre et en PDF via www.etopia.be

imagine

Ce supplément a été réalisé en collaboration avec le magazine *Imagine* *Demain le monde* (écologie, société, Nord-Sud) www.imagine-magazine.com

COLLOQUE		ATELIERS PARTICIPATIFS	
vendredi 23 octobre	samedi 24 octobre	dimanche 25 octobre	
accueil		accueil	
Quel état social-écologique ? Quelle place pour les technologies ? Quelle(s) politique(s) de résiliences territoriales ?	Écologie et spiritualités L'écologie face aux populismes et à l'extrême-droite Comment être terrestres ? Repopuler nos territoires	Café littéraire pour lire l'avenir Créer une Assemblée interfédérale participative Labo-fiction : Construire l'Antémonde	La révolution écoféministe
pause		pause	
Réinventer la démocratie : Les institutions politiques de l'anthropocène (Co)habiter avec les animaux autrement Dépasser l'individualisme	L'écologie politique : Une galaxie de courants Sauver la démocratie par les communs ? Les luttes de territoires : Des laboratoires vivants d'un futur désirable	Green Talk : 12 nano-conférences	
pause		pause	
Pour une écologie décoloniale À quoi ressemble une économie post-croissance ? Quel revenu de base au service de l'écologie politique ?	Devenir résilient : Organiser nos trajectoires Peut-on déclarer un état d'urgence écologique ? Quel environnement institutionnel pour les entreprises de la transition ?	La transition intérieure au service des pratiques politiques et de l'engagement citoyen ? La contribution de la co-création à l'écologie politique ? Labo de controverses : fiscalité CO2 ou rationnement carbone ? Vivre avec le trouble de Haraway	
pause		pause	
Aimer ce siècle dans l'urgence écologique		(Co)habiter la Terre autrement : la modernité à l'épreuve de l'urgence écologique	
streaming live et différé	diffusion différée	ATELIER PARTICIPATIF : podcast audio	

[*] Organisé par le parcours Ecopy et Terre et Conscience

